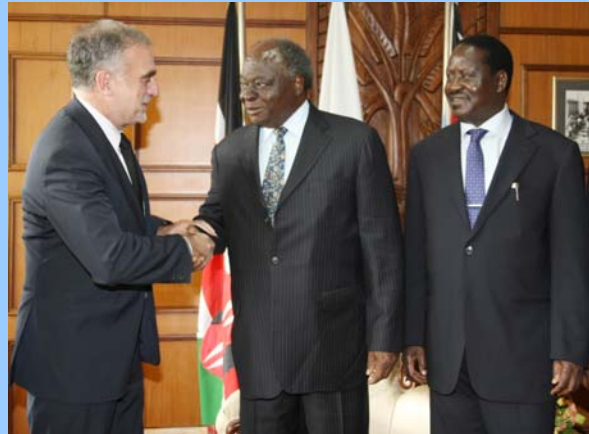




Bulletin d'information hebdomadaire
du Bureau du Procureur - 3-9 novembre - numéro 12

1. Enquêtes et poursuites :

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : AU KENYA, LE PROCUREUR DE LA CPI ANNONCE SON INTENTION DE MENER UNE ENQUÊTE



Nairobi - Le Procureur Moreno-Ocampo aux côtés du Président kényan Mwai Kibaki et du Premier ministre Raila Odinga

Le Procureur [s'est entretenu](#) avec le Président kényan, M. Kibaki, et le Premier ministre, M. Odinga, à Nairobi, Kenya le 5 novembre, afin de les informer qu'il estimait que les crimes commis au Kenya lors des violences postélectorales de 2007-2008 constituaient des crimes contre l'humanité. Le Procureur a expliqué qu'en l'absence de procédures nationales véritables, il était de son devoir d'ouvrir une enquête sur ces crimes et a ajouté qu'il demandera aux juges de la CPI, le 1^{er} décembre au plus tard, l'autorisation d'ouvrir une enquête sur la situation.

Lors d'une conférence de presse conjointe, le Procureur a déclaré : « ... J'estime que les crimes commis au Kenya sont des crimes contre l'humanité, par conséquent, la gravité est bien présente ... [et] je devrais exercer mon mandat. Je les ai donc informés qu'en décembre, je demanderais ... aux juges ... [de la CPI] l'autorisation d'ouvrir une enquête comme le stipule la procédure établie par le Traité de Rome. »

Le Président Kibaki et le Premier ministre Odinga ont réaffirmé l'engagement du Gouvernement à coopérer avec la CPI dans le cadre du Statut de Rome et de la loi kényane sur les crimes internationaux.

a. Aperçu général des affaires

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé 22 écritures dans les différentes affaires et a mené deux missions d'enquête dans deux pays.

b. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès dans l'affaire [Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. [Katanga et Ngudjolo Chui](#) est prévue pour le 24 novembre 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite. En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

2 novembre - Howard Wolpe, envoyé spécial des États-Unis pour la région des Grands Lacs, s'est dit très inquiet du fait que Bosco Ntaganda n'ait pas encore été remis à la CPI. Il a qualifié la situation d'« *inexcusable* » et a déclaré que les États-Unis exhorteront les autorités congolaises à résoudre le problème.

Affaire : Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo

L'Accusation a terminé la présentation de ses moyens de preuve le 14 juillet. Le 2 octobre, la Chambre de première instance I [a décidé](#) de reporter la présentation des moyens de preuve de la Défense qui aurait dû commencer en octobre 2009 selon le calendrier initial. Elle attend ainsi que la Chambre d'appel se prononce sur les appels interjetés par l'Accusation et par la Défense contre la décision qu'elle avait elle-même rendue le 14 juillet pour informer les parties et les participants que la qualification juridique des faits pouvait être modifiée conformément à la norme 55-2.

Affaire : Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

Le procès s'ouvrira le 24 novembre. Le 31 octobre, la Défense de Mathieu Ngudjolo a demandé un report de trois mois de l'ouverture du procès. Le 5 novembre, la Chambre de première instance II a rejeté cette demande.

Enquêtes dans les provinces du Kivu

2 novembre - Lors d'une visite en RDC, Alain Le Roy, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, a [déclaré](#) que la MONUC avait suspendu son appui à la 213^e brigade des FARDC après qu'il a été fait état du fait qu'elle aurait été responsable du meurtre de 62 civils à Lukweti, dans la province du Nord-Kivu. Il a appelé à une enquête conjointe menée par la MONUC et les FARDC sur les meurtres de civils perpétrés par les forces armées congolaises dans l'est de la RDC.

c. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur](#) (ARS) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis début 2008, l'ARS aurait tué plus de 1 250 personnes, en aurait enlevé plus de 2 000 et en aurait contraint près de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. On déplore de surcroît de nombreux cas de meurtres et d'enlèvements au Sud-Soudan et en République centrafricaine

5 novembre - [Selon certains médias](#), le directeur présumé des opérations de l'ARS, Charles Arop, se serait rendu le 3 novembre après avoir perdu toutes ses troupes dans des combats menés dans la jungle à l'est de la RDC.

d. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont pas encore été exécutés, tandis que M. Abu Garda [a comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009.

Affaire : Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir

Affaire : Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda

e. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le

15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III nouvellement constituée. L'ouverture du procès est prévue pour le [27 avril 2010](#). Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005.

Affaire : Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo

La Chambre d'appel doit toujours se prononcer sur l'[appel](#) interjeté par l'Accusation contre la décision de la Chambre préliminaire II ordonnant la mise en liberté provisoire de M. Bemba.

3-4 novembre - Conformément à la demande de la Chambre de première instance III, l'Accusation a présenté i) un résumé de ses éléments de preuve ; ii) un Document de notification des charges modifié ; iii) une liste des éléments de preuve à charge sur laquelle elle entend se fonder à ce stade au procès. L'Accusation a indiqué que la liste ne restreint pas son droit à présenter de nouveaux éléments de preuve nécessaires à l'établissement de la vérité. Aucun des éléments de preuve à charge sur lesquels l'Accusation a l'intention de s'appuyer n'a été obtenu sous réserve de confidentialité au titre de l'article 54-3-e ; iv) des écritures sur la jurisprudence à la Cour à propos de la participation des victimes au procès. L'Accusation a demandé à la Chambre de suivre la jurisprudence existante à propos des besoins, des dates et des modalités de participation des victimes. Le Procureur a estimé que la Chambre devrait se détacher de certains aspects restreints de la jurisprudence en ce qui concerne les modalités des contacts de l'Accusation avec des personnes qui jouissent d'un double statut de victime et de témoin et la possibilité accordée aux représentants légaux de consulter des documents confidentiels ; et v) un mémoire relatif à la traduction/interprétation en sango, la langue de prédilection de la plupart des témoins de l'Accusation.

f. Divers

2. Analyses préliminaires :

a. Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires

Il convient de distinguer analyse préliminaire et enquête. La première constitue en effet une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les renseignements appelés « communications » fournis par des personnes ou des groupes, ainsi que les éléments fournis par les parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'une analyse préliminaire ne signifie pas qu'elle débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

b. Afghanistan

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

c. Colombie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

28-31 octobre - Des représentants du Bureau du Procureur ont participé à une conférence à Bogotá organisée par l'Ambassade d'Allemagne, la Commission nationale de réparation et de réconciliation, l'Université des Andes, la

mission de l'OEA chargée de soutenir le processus de paix en Colombie, le Parquet général de la Nation et l'Agence allemande de coopération technique sur le thème de « la Compétence de la Cour pénale internationale à l'égard de la Colombie ». Au cours de la cette conférence, une étude a été présentée à propos de l'application de la loi « justice et paix ».

d. Géorgie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

e. [Palestine](#)

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI.

2 novembre - Le Procureur a rencontré à La Haye une délégation constituée de plusieurs ONG israéliennes et palestiniennes (le Comité Public contre la torture en Israël, Adalah, Al Haq et le Centre palestinien pour les droits de l'homme) conduite par la FIDH. Le but de la rencontre était de discuter de questions relatives à la compétence de la Cour et de questions de recevabilité, dont notamment le régime de complémentarité de la CPI et la probabilité de la tenue d'enquêtes et de poursuites pénales au niveau national.

4 novembre - S'exprimant au nom de l'UE pendant les débats de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit à Gaza, menée par le juge Goldstone, l'Ambassadeur suédois, Anders Liden, a exhorté les Israéliens et les Palestiniens à entamer « *des enquêtes appropriées, crédibles et indépendantes* » sur les accusations portées.

5 novembre - L'Assemblée générale de l'ONU a [entériné](#) le rapport Goldstone par une résolution approuvée par 114 États membres, tandis que 18 ont voté contre et 44 se sont abstenus. La résolution appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures si l'une des parties n'entame pas des enquêtes crédibles dans un délai de trois mois.

f. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet, des représentants de haut rang du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

g. [Kenya](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le 3 juillet 2009, une [délégation du Gouvernement kenyan](#) dirigée par M. Kilonzo, Ministre de la justice, et le Procureur ont publié une déclaration commune à La Haye, par laquelle ils déclaraient que, pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. En cas d'échec des efforts déployés en faveur de procédures nationales, les autorités kényanes ont accepté de saisir la Cour de la situation. Le 9 juillet, le Groupe d'éminentes personnalités africaines de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçu de la](#)

[Commission Waki](#). Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu l'enveloppe sous scellés et six cartons de documents et de pièces justificatives rassemblés par la Commission. Le Procureur a ouvert l'enveloppe, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le 30 septembre, le Procureur a [rappelé](#) sa détermination à se pencher sur la question des violences postélectorales et à empêcher qu'une telle situation ne se reproduise en proposant une stratégie orientée sur trois axes : poursuites des principaux responsables devant la CPI, mise en œuvre de procédures nationales visant à ce que les autres auteurs de ces violences répondent de leurs actes et mise en place d'autres réformes et mécanismes, comme la création d'une commission vérité, justice et réconciliation, pour faire toute la lumière sur les événements en cause et proposer des solutions pour éviter que de tels crimes ne se reproduisent.

4 novembre - L'Ambassadeur suédois au Kenya, Ann Dismorr, [a déclaré](#) : « La présidence de l'UE se félicite de la visite du Procureur de la CPI, M. Moreno-Ocampo. Il s'agit là d'une avancée fondamentale dans le processus visant à traduire en justice les auteurs des violences postélectorales survenues au Kenya. »

5 novembre - Suite à l'annonce faite par le Procureur, M. Maina Kiai, ancien Président de la Commission nationale kényane des droits de l'homme, [a déclaré](#) : « J'ai toujours défendu l'engagement de la CPI au Kenya pour les crimes les plus graves et l'instauration d'un tribunal spécial pour les crimes de moindre ampleur ». Ajoutant : « Je suis ravi ! Et j'espère que [le Procureur] exploitera les éléments de preuve et mettra la main sur les gros poissons de manière équilibrée. »

[h. Guinée](#)

Le 14 octobre 2009, le Procureur a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry.

30 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a [établi](#) une Commission d'enquête internationale visant à faire toute la lumière sur les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry. La Commission sera composée de trois membres : M. Mohamed Bedjaoui (Algérie), président, Mme Françoise Ngendahyo Kayiramirwa (Burundi) et Mme Pramila Patten (Maurice).

10 novembre - Le Bureau du Procureur a reçu une communication du Ministère des affaires étrangères de Guinée, en réponse à la demande d'information du Procureur du 20 octobre 2009.

3. Coopération – Mobilisation des efforts déployés en vue des arrestations :

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : ULTIMES CONSULTATIONS CONCERNANT LA STRATÉGIE EN MATIÈRE DE POURSUITES

3 novembre - Le Bureau du Procureur a engagé à Genève une ultime série de consultations à propos de son projet de stratégie en matière de poursuites pour 2009-2012, organisée par l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains. Présidée par les professeurs Nicholas Michel et Andrew Clapham, cette réunion a rassemblé 300 représentants d'États, d'organisations internationales et d'ONG, ainsi que des universitaires. Le Procureur, M. Moreno-Ocampo, et Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale, ont présenté la stratégie en matière de poursuites du Bureau du Procureur et ont pris note des observations qui leur ont été adressées. Après avoir tenu compte des observations reçues, le Procureur apportera la dernière touche à la stratégie en matière de poursuites au cours des prochains jours et la version définitive sera diffusée avant la tenue de l'Assemblée des États parties en novembre 2009.

4 novembre - Lors de la 17^e séance d'information du corps diplomatique à la Cour, le Procureur Moreno-Ocampo a fait état des activités en matière d'analyse préliminaire exercées par son Bureau. « Notre expérience montre que la mise en œuvre d'activités d'analyse préliminaire en toute transparence permet d'accroître la lisibilité des actions entreprises par la Cour, la coopération des diverses parties prenantes et l'effet dissuasif du Statut de Rome en général. » Il a rappelé la

« politique du [Bureau du Procureur] qui consiste à réagir dans les plus brefs délais face à la recrudescence de violence relevant potentiellement de la compétence de la Cour afin d'encourager les initiatives prises à l'échelon national en vue d'engager promptement des poursuites et d'amplifier ainsi l'effet dissuasif de nos activités », comme l'illustre le cas de la Guinée.

À propos de la Conférence de révision, le Procureur Moreno-Ocampo a déclaré : « les États ont la possibilité de faire de la conférence de révision à Kampala un événement marquant. La prochaine réunion de l'Assemblée sera un moment déterminant qui doit vous permettre de finaliser vos projets et d'exercer vos responsabilités collectives. Naturellement, il incombe aux États de choisir la méthode à suivre. [...] Le Bureau du Procureur présente les plans qu'il a élaborés afin d'accroître la lisibilité de ses actions et de permettre aux parties prenantes d'élaborer leurs propres plans. Notre stratégie en matière de poursuites est notre contribution indépendante au Plan stratégique de la Cour. Elle vise essentiellement nos activités mais présente aussi des domaines dans lesquels nous pouvons travailler ensemble. »

Les débats qui ont eu lieu lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à propos du rapport annuel de la CPI à l'ONU se sont achevés le 30 octobre.

3 novembre - Un réseau de 60 organisations de la société civile africaine issues de 30 pays a exhorté l'UA à prêter main forte à la CPI pour aider cette dernière à poursuivre les auteurs des crimes les plus graves à l'échelon international en prévision de la réunion qui doit se tenir à Addis-Abeba afin de préparer la conférence de révision du Statut qui se tiendra à Kampala.

6 novembre - Les recommandations ci-après ont été adoptées à l'issue de la réunion des ministres de l'UA à propos du Statut de Rome de la CPI :

- Pouvoir discrétionnaire en matière de poursuites – Il conviendrait de demander au Bureau du Procureur de réexaminer ses directives et son code de conduite concernant l'exercice des pouvoirs en matière de poursuites afin d'y « inclure des critères de promotion de la paix et de les soumettre à l'ASP » ;
- Renvoi des affaires devant la CPI – L'article 13 du Statut de Rome doit être maintenu tel quel ;
- Suspension des affaires – L'article 16 du Statut de Rome doit être modifié « pour permettre à l'Assemblée Générale des Nations Unies d'exercer de tels pouvoirs dans les cas où le Conseil de sécurité ne s'est pas prononcé dans les délais impartis » ;
- Immunités des représentants d'États non parties – Les articles 27 et 98 du Statut doivent être débattus par l'ASP afin d'obtenir des éclaircissements à propos de leur champ d'application et les États parties doivent envisager de recourir à l'article 119 et à la règle 195 concernant l'application des articles 27 et 98.
- Aggression – Le Conseil de sécurité ne devrait pas se voir accorder des pouvoirs exclusifs lui permettant de déterminer si une agression a effectivement été commise ou non avant que la CPI puisse exercer sa compétence.

8 novembre - Selon certains [rapports](#), le Président Al Bashir a dit au Président turc Abdullah Gul qu'il n'assistera pas à une réunion de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) à Istanbul le 9 novembre, malgré des [informations](#) antérieures qui indiquaient qu'il serait présent. Des officiels turcs ont depuis été cités en déclarant que la présidence « avait contacté directement Al Bashir et l'avait persuadé d'annuler ses plans de participer à la conférence » et que Gul « était rassuré » par la décision d'Al Bashir de ne pas participer.



7-9 novembre - Le Procureur adjoint Fatou Bensouda a participé au Forum du Centre africain pour l'étude de la démocratie et des droits de l'homme à l'occasion de la 46^e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue à Banjul (Gambie). Le Forum facilite le travail en réseau parmi les ONG pour les droits de l'homme, afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme en Afrique. Le Procureur adjoint s'est entretenue avec des ONG africaines à propos du travail de la CPI. Les

participants ont affirmé leur intention de soutenir la Cour à travers d'une résolution des ONG qui sera transmise à la prochaine session de la Commission africaine.

4. À venir:

- 11-13 novembre - Visite du Procureur et du procureur adjoint au Rwanda à l'occasion du colloque des procureurs internationaux, Kigali
- 18-26 novembre - [Huitième Session de l'Assemblée des États parties](#), La Haye
- 20 novembre - Participation du Procureur au Sommet des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial, Dubaï
- 21 novembre - Le procureur adjoint doit recevoir le « Prix des juristes internationaux 2009 » décerné par le Conseil international de juristes en récompense de sa contribution dans le domaine du droit pénal, New Delhi
- 24 novembre - Chambre de première instance II : ouverture du procès dans l'affaire [Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo](#)
- 2-4 décembre - Le Bureau du Procureur participera au Colloque sur les remèdes pour les violations systématiques des droits de l'homme, Strasbourg
- 4 décembre - Rapport du Procureur au Conseil de sécurité de l'ONU à propos de la situation au Darfour en application de la résolution 1593 (2005)
- 8 décembre - Présentation du Procureur au *World Affairs Council* de Californie du Nord, San Francisco

** Le présent document est l'expression des points de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int*